

aefinfo.fr

Inquiet pour la rentrée scolaire et les personnels de l'Éducation nationale, le SE-Unsa dépose une alerte sociale

Emmanuel Fontaine

7-8 minutes

Les personnels de l'Éducation nationale sont "à bout de souffle", affirme la secrétaire générale du SE-Unsa, Élisabeth Allain-Moreno, lors de la conférence de presse de rentrée du syndicat le mardi 26 août 2025. Selon l'organisation, la formation continue, la mobilité ou les conditions de travail font partie des principaux sujets de préoccupation des personnels, qui à 77 % ne conseilleraient pas leur métier, selon le baromètre Unsa Éducation 2025. Plus particulièrement, la situation des directeurs d'école mais aussi le contexte budgétaire conduisent le SE-Unsa à déposer une "alerte sociale".



Pour le SE-Unsa, les personnels de l'Éducation nationale sont "à bout de souffle". AEFInfo

"Si on peut faire une rentrée scolaire sans ministre, on ne peut pas la faire sans les personnels de l'Éducation nationale" (1), tacle Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa mardi 26 août 2025, veille de la conférence de presse de rentrée de la ministre de l'Éducation nationale rue de Grenelle.

Seulement, au-delà du "temps perdu" d'avoir chaque année le ministre d'un peu plus d'un million de personnels "soit en train de préparer, soit en train de poser ses cartons", la représentante syndicale s'inquiète de l'instabilité politique de cette rentrée et de ses

conséquences sur le système éducatif.

Élisabeth Allain-Moreno fustige en effet les gouvernements successifs sous la présidence d'Emmanuel Macron "qui continuent de faire de très mauvais choix pour le pays", pointant à la fois des décisions budgétaires et politiques qui mettent l'école "en grande difficulté pour accueillir dignement les élèves et remplir ses missions de service public".

Les moteurs du système éducatif, "ce sont les personnels"

Surtout, l'organisation syndicale souhaite "mettre en lumière l'état d'esprit des personnels" de l'Éducation nationale, des personnels qui sont les "moteurs" du système éducatif mais "dont le nombre est très insuffisant, qui sont invisibilisés, sous équipés", et finissent par être "à bout de souffle".

La secrétaire générale s'appuie sur les résultats du 13e baromètre Unsa Éducation qui doit être présenté par la fédération courant septembre.

Parmi les quelque 53 000 personnels interrogés, ils sont 91 % à déclarer aimer leur métier et 73 % à aimer l'exercer, même si 77 % d'entre eux disent qu'ils ne le conseilleraient pas.

Pour quelles raisons ? Selon le baromètre, cette désaffection est due :

- à des salaires trop bas (87,2 %),
- au manque de moyens et aux conditions de travail (71,5 %),
- à une image dégradée de leur profession (67 %),
- à des réformes en surnombre (41,8 %).

Élisabeth Allain-Moreno analyse ces résultats en soulignant "le paradoxe qui s'est installé progressivement, pour devenir une caractéristique majeure au XXIe siècle, entre l'affection des personnels de l'Éducation pour le métier qu'ils exercent et leur désillusion". Avec comme résultat "l'écœurement" pour certains personnels, dont "plus de la moitié disent qu'ils vont changer de métier à court terme", 36 % en restant dans le public, 26 % pour se tourner vers le privé, toujours selon les résultats du baromètre annuel.

une alerte sociale déposée pour "tirer la sonnette d'alarme"

Le SE-Unsa a donc décidé de lancer une "alerte sociale", via un courrier envoyé à la ministre d'État, pour la période allant du 8 septembre 2025 au 28 février 2026.

"Nous tirons la sonnette d'alarme et nous souhaitons présenter des réponses concrètes", explique Élisabeth Allain-Moreno. L'organisation syndicale devrait être reçue mercredi 27 août au MENESR. Deux sujets seront abordés au cours de cette rencontre : les choix budgétaires du gouvernement et la direction d'école.

Concernant le **contexte budgétaire**, le syndicat craint d'affronter une situation "pire" que celle de l'année précédente. "Dès février, il nous a été demandé d'arrêter les dépenses, que ce soit pour les formations ou pour les sorties scolaires. Nous avons besoin d'échanger sur la réalité qui nous attend", estime la secrétaire générale.

Gilles Langlois, secrétaire national en charge du secteur moyens et rémunérations, évoque justement les questions salariales corrélées au budget du MENESR. Des questions qui concernent à la fois les AESH, pour qui le ministère se révèle être le "premier employeur de France et premier pourvoyeur de précarité". Quant aux enseignants, chaque année ils perdent du pouvoir d'achat faute de "politique salariale sérieuse qui suive les effets de l'inflation". Il cite la suppression du Gipa ou l'amélioration des milieux de carrière que le gouvernement "a fait miroiter" ([lire sur AEF info](#)).

Les **directeurs et directrices d'école** sont, eux, "considérés comme des pigeons à tout faire", déplore Élisabeth Allain-Moreno, au regard de leur charge de travail, de leurs difficultés en termes d'accompagnement, de soutien et de formation, mais également au regard de leur rémunération : "C'est une fonction où il faut presque aller supplier les collègues pour y rester, poursuit-elle. Nous avons de vraies demandes par rapport au référentiel de compétences de leurs missions, mais aujourd'hui les discussions sont au point mort."

Les autres revendications du SE-Unsa

Lors de sa conférence de presse, le SE-Unsa a formulé d'autres attentes, parmi lesquelles :

- **Améliorer la mobilité professionnelle et géographique.** "Dégradée depuis de nombreuses années", la mobilité géographique a un impact sur les conditions de travail et la santé des personnels. Or "les gouvernements n'ont rien fait pour améliorer situation", c'est pourquoi elle "devient une compétition barémique", ou engendre un "sentiment d'injustice, un découragement professionnel allant jusqu'à la résignation ou l'autocensure". De son côté, la mobilité professionnelle "est clairement sous-estimée, alors que c'est une des premières causes de démission", assure Élisabeth Allain-Moreno.
- **Revoir la formation continue.** Selon Matthieu Drouhin, secrétaire national en charge des parcours professionnels, malgré une forte demande de la part des personnels, "la situation semble s'aggraver" avec une politique en la matière qui se dégrade depuis les années 2000. Il souligne une problématique quantitative (2 jours en moyenne contre 8 en moyenne dans les autres pays de l'OCDE et 9 chez les autres cadres de catégorie A), et l'inadéquation avec les besoins de terrain.
- **Améliorer les conditions de travail.** Pour Karine Fromont, secrétaire nationale en charge des conditions de travail, la "qualité de vie au travail ne peut pas rester un slogan". Elle indique que 71 % des personnels sondés via le baromètre Unsa Éducation jugent leurs conditions de travail insatisfaisantes, et que 63 % dénoncent un manque de reconnaissance. Ils sont également 43,5 % à signaler un déséquilibre vie pro/perso, et 48,9 % à dénoncer des consignes inadaptées.